

La CES dénonce l'adoption du traité de l'austérité permanente (2.3.12)

La Confédération européenne des syndicats (CES) rappelle qu'elle est opposée au nouveau traité qui vient d'être signé par 25 pays lors du Sommet européen. Ce traité imposera davantage d'austérité budgétaire en Europe et empêchera la relance de l'emploi. Le syndicat européen déplore que la croissance et l'emploi ne fassent pas l'objet d'engagements chiffrés au même titre que la rigueur budgétaire.

Bernadette Ségo, secrétaire générale de la CES a déclaré : « *En adoptant ce traité, le Sommet européen adopte la mauvaise stratégie. Au lieu de s'orienter vers un plan de relance pour l'emploi et vers des mécanismes de solidarité financière, l'Union européenne décide de poursuivre le chemin de l'austérité permanente et automatique. C'est une stratégie perdante car cette décision grève toute possibilité de reprise économique et augmentera l'anxiété sociale. Les conclusions du conseil insistent sur le besoin de croissance pour créer de l'emploi ; c'est une bonne chose, mais les moyens et politiques mis au service de cet objectif ne font malheureusement pas l'objet d'engagements précis. La rigueur budgétaire va ôter son efficacité à l'objectif affiché de croissance.* »

La Confédération européenne des syndicats (CES) parle d'une seule voix au nom des intérêts communs des travailleurs au niveau européen. Fondée en 1973, elle représente aujourd'hui 84 organisations syndicales dans 36 pays européens ainsi que 12 fédérations sectorielles.